



MARDI 18 NOVEMBRE 2014

Mobilisons nous, rassemblons nous !

LE PROCHAIN RENDEZ VOUS POUR LA DEFENSE DE
L'EMPLOI PUBLIC ET DES SALAIRES

Parce que depuis le 15 mai dernier, date de la dernière manifestation unitaire pour la défense du pouvoir d'achat et de la qualité de l'emploi public, la situation au sein de la Fonction publique s'est encore dégradée, **nos quatre organisations syndicales viennent d'interpeller le président de la République pour que soit entendue notre demande de justice sociale, d'égalité et de solidarité.**

Nous refusons de renoncer aux justes revendications que nous portons unitairement :

- Une revalorisation immédiate du point d'indice ;
- La refonte de la grille pour une meilleure reconnaissance des qualifications ;
- L'intégration d'une large partie des primes dans le traitement indiciaire ;
- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- Des emplois statutaires pour faire face aux besoins ;
- Un large processus de titularisation des agents non titulaires et le développement des garanties pour les précaires ;
- Des perspectives de carrière et de mobilité choisie pour tous les agents ;
- La possibilité d'exercer les missions de service public dans des conditions décentes.

Nos inquiétudes sont grandes également face aux projets en cours : réforme de l'Etat, revue des missions, réorganisation territoriale, projet de loi santé...

Pour réussir et être utiles à la société, les réformes ne peuvent pas avoir pour objectif central la recherche de réduction de coûts mais répondre aux besoins de la population et à l'amélioration nécessaire des conditions de travail des agents.

Les choix budgétaires proposés par le gouvernement au travers des projets de loi de finances font peser de graves menaces sur l'avenir de la Fonction publique et de la solidarité nationale.

Pour demander que cesse cette politique de régression pour la Fonction publique, ses agents et les services publics nos quatre organisations appellent les trois versants de la Fonction publique à se rassembler :

- **le 18 novembre à Paris devant l'Assemblée nationale de 12h à 14h** où nous demanderons à rencontrer le président de la Commission des finances.
- **le même jour, à l'initiative des intersyndicales locales, sur tous les territoires de métropole et d'Outre-mer** où nous rencontrerons les élus et préfets.

Nous jugerons des réponses qui nous seront apportées ce jour là.

A défaut, nous poursuivrons notre action dans un cadre unitaire le plus large possible dès le début 2015.

Paris, le 24 octobre 2014